

Les forestiers: « Quelle forêt pour nos enfants ? »

le 05/03/2011 à 00:00



Le bois, une ressource renouvelable mais non inépuisable: «On prélève de plus en plus de bois sans souci des conséquences à long terme», dénoncent les forestiers. Archives Vanessa Meyer Wirckel

Jean-Marie Rellé, vous êtes forestier à Wih-au-Val, militant du Snupfen, syndicat national unifié des personnels des forêts et de l'espace naturel. Votre analyse ?

La note de Bercy de décembre n'est qu'un bouchon lancé pour tester les réactions avant la renégociation du contrat quinquennal État-ONF. Le démantèlement de l'ONF ne se fera pas dans le cadre de ce contrat. Il est déjà en gestation depuis plus de dix ans. Depuis des années, les syndicats de forestiers alertent l'opinion publique sur la diminution des effectifs des agents ONF et dénoncent leurs conséquences : la privatisation de pans entiers de l'ONF, l'abandon de la surveillance, de l'accueil, de l'éducation, de la police, de tout ce qui n'est pas rentable. Nous posons cette question essentielle : quelle forêt pour nos enfants ?

Le Grenelle de l'environnement a pourtant conclu pour la forêt sur « produire plus, tout en préservant mieux ».

S'il n'y a pas de volonté à l'échelon de l'État d'appliquer une politique nationale de gestion durable de la forêt et de s'en donner les moyens, il ne restera du Grenelle que « le produire plus » pour satisfaire les appétits des lobbies du bois. Nous sommes déjà soumis aujourd'hui à la demande de prélever de plus en plus de bois sans souci des conséquences : on récolte de manière outrancière, on saccage. Le Grenelle de l'environnement a été une farce énorme : on a voulu nous faire croire à un souci de protection de l'environnement à long terme. Ce n'est pas la réalité. Le gouvernement avance ses pions lentement et progressivement.

Le nouveau contrat État-ONF n'est de loin pas finalisé. Les syndicats et les associations n'en sont pas partie prenante. Et jamais il n'est fait de bilan des contrats passés. On se rendrait compte que les efforts de gain de productivité demandés à l'ONF ont été réalisés mais qu'en face, l'État n'a pas honoré ses engagements financiers. Le processus à l'œuvre est le même que celui qui a conduit au démantèlement des autres services publics : France Telecom, EDF, Réseau ferré de France, Voies navigables de France...